



25.023

**Bundesgesetz über die Zustellung
von Sendungen an Wochenenden
und Feiertagen****Loi fédérale sur la distribution
des envois durant les week-ends
et les jours fériés***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: En date des 22 et 23 mai derniers, la Commission des affaires juridiques a étudié le projet 25.023, avec le message du Conseil fédéral relatif à la modification de la loi fédérale sur la distribution des envois durant les week-ends et les jours fériés. Le présent message fait suite à la motion 22.3381 visant à l'harmonisation de la computation des délais. Le Conseil fédéral a pris acte des résultats de la procédure de consultation et a adopté le présent message à l'intention de notre Parlement en date du 12 février 2025. Lorsqu'une communication déclenchant un délai est remise le week-end, par un envoi postal, le délai commencera à courir dès le premier jour ouvrable suivant la notification. Les destinataires de documents tels que des résiliations ou des jugements disposeront, en conséquence, de plus de temps pour réagir. Ce principe, qui s'applique déjà en droit de la procédure civile, s'étendra à l'ensemble du droit fédéral. Le Conseil fédéral veut éviter que des destinataires de communications déclenchant un délai remises un samedi par un envoi postal soient ainsi lésés. À l'avenir, les communications déclenchant un délai déposées le week-end dans la boîte aux lettres seront réputées, (*Cloche de la présidente*) à l'avenir, les communications déclenchant un délai déposées le week-end dans la boîte aux lettres du destinataire seront réputées notifiées le premier jour ouvrable qui suit. Les destinataires auront, en conséquence, plus de temps pour exercer leurs droits, notamment s'ils ne travaillent que les jours ouvrables ou ne relèvent leur courrier que durant la semaine.

Les nouvelles règles accroîtront, par ailleurs, la sécurité juridique puisque, dans tous les cas, le délai ne commencera à courir que le premier jour ouvrable qui suit. Dans le but d'étendre cette pratique à l'ensemble du droit fédéral, le projet prévoit la modification de plusieurs lois. Outre la loi fédérale sur les notifications d'actes le week-end et les jours fériés, la loi fédérale sur la procédure administrative, la loi sur le Tribunal fédéral, loi fédérale sur la supputation des délais comprenant un samedi, le code des obligations, le code pénal militaire, procédure pénale militaire, la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales seront impactées.

Pour éviter des lacunes juridiques, le Conseil fédéral propose en outre d'inscrire ces nouvelles règles dans la loi fédérale sur la supputation des délais comprenant un samedi, afin de couvrir notamment les délais du droit privé matériel, par exemple en cas de résiliation du bail d'habitation, ou ceux du droit pénal matériel, par exemple en cas de plainte pénale.

La fiction de notification s'appliquera au droit fiscal. Sur la base des retours de la procédure de consultation, le Conseil fédéral a ajouté au projet la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes. Les règles de notification des objets fiscaux le week-end et les jours fériés seront donc, à l'avenir, les mêmes dans le droit fédéral que dans le droit cantonal.

Par 21 voix contre 0 et 1 abstention, la commission a adopté le projet de loi fédérale sur les notifications d'actes le week-end et les jours fériés. Par ailleurs, la commission vous propose de classer la motion 22.3381.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS), für die Kommission: Was hier auf einer Fahne von 16 Seiten und als Änderung von nicht weniger als neun Gesetzen daherkommt – Kollege Nicolet hat sie alle einzeln aufgezählt, ich verzichte darauf –, ist eigentlich unkompliziert. Das zeigt auch die Tatsache, dass es in Ihrer Kommission keine Minderheit gegeben hat. Im Prinzip ist das, was wir hier machen, nur eine Reaktion auf die Einführung





der A-Post-Plus-Zustellung bei der Post und auf das praxisfremde Verhalten von Gerichten und Behörden. Sie wissen vielleicht, was A-Post Plus ist. Falls nicht, sage ich es Ihnen gerne.

A-Post Plus ist etwas zwischen einem A-Post-Brief und einem eingeschriebenen Brief, bei dem die Zustellung der Sendung dem Absender bestätigt wird, ohne dass der Empfänger den Empfang bestätigen muss. Das heisst kurzum, wenn Sie am Freitag einen A-Post-Plus-Brief versenden, wird er dem Empfänger am Samstag in den Briefkasten gelegt, und er gilt – Stand jetzt, zumindest vor dieser Änderung – in diesem Moment als zugestellt. Das ist relevant für den Beginn des Fristenlaufs, denn mit A-Post Plus beginnt der Fristenlauf am nachfolgenden Tag, das heisst am Sonntag. Das heisst, wenn Sie als Privatperson oder Anwalt am Samstag eine behördliche Verfügung erhalten, dann beginnt die Frist bereits am Sonntag zu laufen, obwohl Sie vielleicht erst am Montag oder noch viel später davon Kenntnis nehmen. Noch schlimmer ist es, wenn das mitten in den Ferien geschieht. Ich kann Ihnen sagen, ich weiss auch nicht warum, aber es ist leider so, dass es gewisse Behörden und Gerichte gibt, die es bevorzugen, Verfügungen zu Ferienbeginn zu versenden. Dann kommen Sie vielleicht nach einer Woche oder nach zwei Wochen aus den Ferien zurück, und Sie haben einen zugestellten Brief, der an dem Tag als zugestellt gilt, an dem er in Ihren Briefkasten eingegangen ist.

Dieses Gesetz würde es nicht brauchen, würde man mit gesundem Menschenverstand handeln und beispielsweise die wichtigen Verfügungen weiterhin per Einschreiben oder halt nicht zu Ferienbeginn und nicht am Freitag verschicken, damit hier keine ungleich langen Spiesse geschaffen werden. Nun, die Realität zeigt uns etwas anderes. Man hat diese Flexibilität eben nicht, und daher braucht es diese Gesetzesänderung.

AB 2025 N 1234 / BO 2025 N 1234

Kurz zusammengefasst, sagt diese Gesetzesänderung nichts anderes als: Wenn ein A-Post-Plus-Brief an einem Samstag zugestellt wird, dann ist klar, dass dieser erst am nächstfolgenden Werktag als zugestellt gilt. Das gilt übrigens auch für Feiertage. Heute haben der Kanton Wallis und viele andere katholische Kantone einen Feiertag. Wenn also gestern ein solcher A-Post-Plus-Brief zugestellt worden ist, dann würde zwar heute die Frist beginnen, aber neu wäre es nicht so, dass dieser Tag mitgezählt werden könnte.

In diesem Sinne sehen Sie, dass es notwendig ist, dass wir auf dieses Verhalten reagieren. Es ist wichtig, dass die Zustellung erst am nächstfolgenden Werktag gilt, weil alles andere nicht praktikabel ist. Wie gesagt, es hätte die Variante gegeben, Verfügungen weiterhin per Einschreiben zu versenden oder eben nicht an Tagen, die eine Zustellung an einem Samstag zur Folge haben. Beides ist in der Realität nicht erfolgt. So mussten nun 16 Seiten Fahnen geschrieben und insgesamt neun Gesetze geändert werden. Alles in allem ist es aber ein wichtiger und richtiger Entscheid. Das zeigt, wie ich bereits eingangs erwähnt habe, die Tatsache, dass es keine Minderheiten gibt.

Ich bitte Sie, im Sinne der Praktikabilität und der Schaffung gleich langer Spiesse für Behörden und Gerichte auf der einen sowie für Bürger und Anwälte auf der anderen Seite dieser Vorlage zuzustimmen.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die FDP-Liberale Fraktion und die Grünliberale Fraktion verzichten auf ein Votum und unterstützen den Antrag der Mehrheit.

Dandrès Christian (S, GE): Je serai assez bref, car l'essentiel a été dit, si ce n'est que je rappellerai que ces questions peuvent revêtir une grande importance, puisque ce que cela peut avoir un impact sur la péremption des droits si la personne, de manière un peu contre-intuitive, considère que le délai a bien commencé à débiter le mardi, alors qu'il aurait commencé à débiter le lundi par l'envoi justement d'une décision pour courrier A plus. C'est lié à l'évolution de la gamme des produits offerts par la Poste. Il était nécessaire de procéder à ces modifications, pour que l'on puisse poursuivre l'objectif qui a été le nôtre lors de la dernière législature, à savoir d'avoir des règles de procédure qui soient les plus simples et les plus intuitives possibles, de manière à éviter de mettre en porte-à-faux les justiciables et les conseils.

Ces courriers A plus ont causé de véritables problèmes à quelques personnes. La jurisprudence a mis en avant quelques cas qui ont été perdus, parce que ces courriers ont été envoyés en A plus dans des cases postales, que les courriers ont été retirés le lundi, tamponnés le lundi donc. Les gens ont donc considéré que le délai avait commencé à courir le mardi, alors qu'un jour était déjà passé. En déposant le recours le dernier jour du délai, le délai pouvait parfois être manqué.

Nous avons fait cette démarche avec la commission et accepté, dans cette instance, lors de la dernière législature, la révision de la procédure civile. La commission avait donné mandat au Conseil fédéral de modifier les autres règles de procédure, ce qui est appréciable. Nous faisons ce travail aujourd'hui.

Je voudrais terminer avec une certaine amertume à propos des débats qui ont eu lieu autour de cette révision de la procédure. Un certain nombre de règles qui peuvent être très contre-intuitives s'appliquent pour des



délais de droit matériel, notamment dans le domaine du droit du bail – le rapporteur l'a évoqué tout à l'heure –, où les règles qui prévalent pour la procédure civile ne valent pas pour le droit du bail, comme il s'agit de délais matériels. Il n'y a pas de suspension de délai. Cela place des gens dans des situations assez difficiles. Comme nous sommes proches de l'été, j'ai voulu prendre la parole pour attirer l'attention de la population sur ce fait. Des congés ou des hausses de loyer peuvent être notifiés durant cette période. Si les gens ne retirent pas leurs courriers recommandés, ils ne peuvent pas seulement s'attendre à ce qu'il y ait cette suspension de délai de 30 jours. Les délais courent toute l'année en droit du bail.

Je voulais mettre en avant ces éléments en rappelant que le groupe socialiste soutient pleinement cette modification législative.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP verzichtet auf ein Votum und unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Jans Beat, Bundesrat: Der vorliegende Gesetzentwurf trägt einen komplizierten Titel, tatsächlich regelt er aber eine einfache Frage: Zu welchem Zeitpunkt gilt eine Mitteilung als zugestellt, wenn der Postbote sie an einem Samstag oder an einem Feiertag in den Briefkasten legt? Diese Frage ist besonders wichtig bei der Zustellung per A-Post Plus, denn in diesem Fall kann die Samstagszustellung zu Nachteilen für die Empfängerinnen und Empfänger führen.

Wo liegt das Problem? Nach geltendem Recht gilt, dass eine Frist stets am Tag nach der Zustellung zu laufen beginnt. Bei der Samstagszustellung beginnt die Frist also schon am Sonntag zu laufen. Für berufstätige Personen und für Unternehmen, die am Wochenende nicht arbeiten, kann das zu Problemen führen. Wer die Mitteilung erst am Montag liest, hat weniger Zeit für eine Reaktion. Wer irrtümlich glaubt, die Mitteilung sei erst am Montag erfolgt, berechnet die Frist zu lang, und er oder sie riskiert, die Frist zu verpassen und schlimmstenfalls den ganzen Prozess zu verlieren.

Zur Lösung des Problems sieht der Bundesrat vor, den Zeitpunkt der Zustellung auf den nächsten Werktag zu verschieben. Das heisst, befördert die Post die Sendung am Samstag in den Briefkasten, gilt rechtlich neu der folgende Montag als Zustellungszeitpunkt. Mit anderen Worten, es wird eine Zustellungsfiktion eingeführt.

Was bedeutet nun diese Zustellungsfiktion für den Fristenlauf? Sie bewirkt, dass die Sendung erst am Montag als zugestellt gilt. Die Frist beginnt damit am Dienstag zu laufen, bisher begann sie das am Sonntag. Für die Empfängerinnen und Empfänger bedeutet dies eine klare Verbesserung. Niemand muss sich bei der Leerung des Postfachs am Montag fragen, ob die Sendung am Samstag oder am Montag eingegangen ist. Das war bisher ein Stolperstein, neu wird es für die Fristenberechnung jedoch einerlei sein. Diese Lösung mit der Zustellungsfiktion wurde mit der jüngsten ZPO-Revision bereits für das Zivilprozessrecht eingeführt. Die Regelung ist am 1. Januar 2025 in Kraft getreten. Die ZPO-Lösung soll nun auf alle anderen Bundesgesetze, die Regeln zur Fristenberechnung enthalten, übertragen werden.

Im Vernehmlassungsverfahren hat der Vorentwurf des Gesetzes grossmehrheitlich Zustimmung gefunden. 24 Kantone, zwei Parteien sowie verschiedene Wirtschaftsverbände und Organisationen haben sich positiv dazu geäussert. Abgelehnt haben ein Kanton und zwei weitere Vernehmlassungsteilnehmende. Dieses Ergebnis unterstreicht den breiten Rückhalt des Gesetzes. Die meisten Kritikpunkte aus der Vernehmlassung hat der Bundesrat in seinem Entwurf berücksichtigt. Für die Umsetzung der Regelungsidee sind verschiedene Änderungen nötig, nämlich in neun Bundesgesetzen. Betroffen sind das Verwaltungsverfahrens- und das Sozialversicherungsrecht, das Militärstrafrecht, das Steuerrecht sowie das Bundesgesetz über das Bundesgericht. Für das materielle Zivil- und Strafrecht wird im Bundesgesetz über den Fristenlauf hinsichtlich der Samstage eine Auffangregelung geschaffen.

Insgesamt bewirkt die Zustellungsfiktion eine Besserstellung der Empfängerinnen und Empfänger. Sie haben mehr Zeit, weil die Frist erst später zu laufen beginnt. Die Umsetzung erfolgt in Form eines Mantelerlasses. Damit können wir auf eine einfache Weise mehrere Gesetze gleichzeitig anpassen.

Noch ein Wort zu der Motion, die dieses Unterfangen überhaupt erst ausgelöst hat: Der Entwurf des Bundesrates setzt das zentrale Anliegen der Motion 22.3381 der RK-N, "Harmonisierung der Fristenberechnung", um, indem für die Ebene des Bundes eine umfassende Lösung bezüglich der problematischen Sonntagszustellung einer A-Post-Plus-Sendung erreicht wird. Die Motion verlangt aber die Vereinheitlichung der Fristenberechnung in der schweizerischen Rechtsordnung, also auch im kantonalen Recht. Der Bundesrat hat

AB 2025 N 1235 / BO 2025 N 1235

grosses Verständnis für dieses Anliegen. In Hinblick auf diese wichtige Frage sollte kein Flickenteppich entstehen. Die heutige Vorlage kann jedoch aus kompetenzrechtlichen Gründen einzig das Bundesrecht berücksich-



tigen. Der Bundesrat kann den Kantonen in ihrem Zuständigkeitsbereich keine Vorschriften zum Fristenrecht machen.

Das kantonale Recht bleibt von der Vorlage somit unberührt, mit Ausnahme des Steuerrechts: Mit der Änderung des Steuerharmonisierungsgesetzes werden künftig nämlich einheitliche Zustellungsregeln für Steuersachen an Samstagen auf Bundes- und Kantonsebene gelten. Es liegt somit an den Kantonen, ihre Rechtsordnung anzupassen. Die Kantone haben dazu in der Vernehmlassung keine Probleme angemeldet. Erfreulich ist, dass die Kantone Genf, Appenzell Innerrhoden und Waadt dazu bereits Schritte eingeleitet haben. Wir können daher davon ausgehen, dass die Kantone ihren Beitrag zur Etablierung einer schweizweit einheitlichen Zustellungsregelung leisten werden.

Ich komme zum Schluss meiner Ausführungen: Die Zustellungsfiktion bedeutet eine Erleichterung für alle Bürgerinnen und Bürger und für die Unternehmen in diesem Land. Sie behebt auf der einen Seite die Nachteile, die bei einer Samstagszustellung von A-Post-Plus-Sendungen entstehen können. Auf der anderen Seite führt der Vorschlag zu keinen nennenswerten Nachteilen für die absendende Stelle.

Ich beantrage Ihnen deshalb im Namen des Bundesrates, auf diese Vorlage einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesgesetz über die Zustellung von Sendungen an Wochenenden und Feiertagen Loi fédérale sur les notifications d'actes le week-end et les jours fériés

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Ziff. 1–9, Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction, ch. 1–9, ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 25.023/30901)

Für Annahme des Entwurfes ... 184 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(1 Enthaltung)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBI 2025 565)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2025 565)

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat.